

55200

1110

ECA/GERAD/87/66

**CONFERENCE INTERNATIONALE
SUR
L'AFRIQUE: LE DEFI DU REDRESSEMENT ECONOMIQUE
ET LE DEVELOPPEMENT ACCELERE**

**15-19 juin 1987
ABUJA, NIGERIA**

**MISE EN APPLICATION DU PROGRAMME D'ACTION DES NATIONS UNIES POUR
LE REDRESSEMENT ECONOMIQUE ET LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE**

(Résultats provisoires)

par

Gouvernement du Sénégal

**NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE
POUR L'AFRIQUE**



Conférence internationale sur le défi
du redressement économique et du
développement accéléré de l'Afrique

Abuja (Nigéria) 15-19 juin 1987

MISE EN APPLICATION DU PROGRAMME D'ACTION DES NATIONS UNIES POUR
LE REDRESSEMENT ECONOMIQUE ET LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

(Résultats provisoires)

par

Gouvernement du Sénégal

Face à la crise qui secoue le monde depuis le milieu des années 70 et qui s'est particulièrement aggravée durant les années 80 pour les pays Africains ceuz-ci ont adopté en juillet 1985 le Programme Prioritaire pour le Redressement Economique de l'Afrique (PPREA) 1986 - 1990.

Il faut rappeler que ce n'est pas la première fois que le continent africain élabore un programme commun puisqu'il l'avait déjà fait en 1980 avec l'adoption du Plan de Lagos.

Mais l'originalité du PPREA est qu'il a permis d'obtenir un engagement de la Communauté internationale à soutenir les pays africains qui ont décidé de mettre en oeuvre un ensemble de mesures susceptibles de leur permettre de surmonter la crise économique.

Cet engagement mutuel s'est traduit par l'adoption au cours d'une session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies tenue en mai-juin 1986 du Programme des Nations Unies pour le Redressement et le Développement de l'Afrique (PANUREDA).

Une année s'est déjà écoulée depuis l'adoption du PANUREDA. S'il est trop tôt pour en faire un bilan exhaustif il semble opportun en ce qui concerne le Sénégal d'indiquer les dispositions prises pour l'application effective des orientations de ce programme et de broser les premiers résultats auxquels nous sommes parvenus.

Mais au paravent, nous rappellerons sommairement les principaux objectifs aussi bien sur le plan économique financier qu'institutionnel du PANUREDA.

En résumé, cet exposé comprendra les points suivants :

1. - Rappel des principales orientations et objectifs du PANUREDA.
2. - Conformité entre les orientations et les objectifs du PANUREDA et ceux contenus dans le Plan de Développement et le Programme d'Ajustement Sénégalais.
3. - Les réformes institutionnelles effectuées

1. - Rappel des Principaux orientations et objectifs du PANUREDA

Le PANUREDA reprend les grandes lignes du Programme Prioritaire de Redressement Economique de l'Afrique (priorités sectorielles, ressources nécessaires, mécanismes du suivi etc...) qu'il complète par un engagement mutuel et une coopération comportant deux volets essentiels :

1°) la détermination et l'engagement des pays africains de lancer des programmes nationaux et régionaux de développement économique, comme indiqué dans le PPREA

2°) la volonté et l'engagement de la Communauté Internationale d'appuyer et de compléter les efforts de développement déployés par les pays africains.

Les orientations et objectifs adoptés, les priorités sectorielles, le montant de ressources nécessaires, les mécanismes de suivi, ont été définis après une analyse critique de la situation économique du continent.

A leur vingt unième session ordinaire tenue à Addis-Abéba du 18 au 20 juillet 1985 les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine ont adopté, après un examen critique de la situation économique et sociale qui prévaut sur notre continent, le Programme Prioritaire de Redressement Economique de l'Afrique (PPREA) 1986-1990.

Celui-ci a, par la suite, fait l'objet d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations-Unies à l'issue de laquelle a été adopté le Programme des Nations-Unies pour le Redressement Economique et le Développement de l'Afrique (PANUREDA).

A - Caractéristiques de la situation économique africaine

Cette situation économique se résumait ainsi :

- pas ou peu de modifications structurelles constatées depuis l'indépendance dans les économies des pays africains

- celles-ci dépendent d'un nombre limité de produits d'exploitation qui ont bénéficié de plus de financement que ceux destinés à satisfaire les besoins alimentaires des populations africaines

- faible productivité des économies africaines

- s'y ajoutent d'autres facteurs conjoncturels
- d'ordre interne : instabilité politique, mauvaise gestion, déséquilibres sociaux
- exogènes : chute des prix des produits de base, détérioration des termes de l'échange, hausse des taux d'intérêt, le poids de la dette extérieure.

B - Les orientations et mesures préconisées par le PPREA

Cette analyse de la situation économique de l'Afrique a permis de dégager les mesures suivantes :

1°) mise en oeuvre accélérée du Plan d'Action et de l'acte final de Lagos dont les principes et objectifs demeurent pertinents

2°) Amélioration de la situation alimentaire et réhabilitation de l'agriculture en Afrique : secteur auquel il faudra consacrer d'ici à 1989 un minimum de 20 à 25 % des investissements publics.

Cependant, l'attention particulière accordée aux secteurs prioritaires n'a pas fait perdre de vue la nécessité d'un développement concomittant du secteur des transport et communications et de l'industrie.

3°) Allègement du fardeau de la dette extérieure de l'Afrique : celle-ci était estimée à 158 milliards de dollars des Etats-Unis avant la fin de 1984. Selon les prévisions de ce moment elle devait dépasser 170 milliards de dollars en 1985.

4°) Elaboration d'une plate-forme commune d'action aux niveaux sous-régional, continental et international.

5°) Lutter contre les effets de la politique de destabilisation de l'Afrique du Sud sur les économies des Etats de l'Afrique Australe.

C - Les priorités sectorielles :

Ces priorités comportent des mesures immédiates et des mesures à moyen terme relatives :

- au développement de l'agriculture
- au développement des autres secteurs d'appui à

l'agriculture notamment :

- à la modernisation et le développement de l'agro-industrie
- le développement des transports et communication, du commerce et des finances
- à la lutte contre la sécheresse et la désertification,
- à la mise en valeur au développement, à la planification et à l'utilisation des ressources humaines,
- à la mise en oeuvre de mesures concernant,
- l'amélioration de la gestion des économies africaines,
- la politique démographique et la participation de la population au développement,
- le rôle de la femme dans le développement.

Le PPRFA a aussi défini les actions à entreprendre au niveau régional et sous-régional pour soutenir les groupes de pays dans l'effort qu'ils déploient en commun pour accélérer leur croissance économique.

D" - Le montant des ressources nécessaires à la réalisation du PPRFA

La réalisation de ce programme nécessite alors des ressources d'un montant estimé à 128 milliards de dollars des Etats-Unis.

Les pays africains s'engageaient à fournir 64,4 % de ce montant soit 82,5 milliards de dollars, le reste 46 milliards de dollars devra provenir de l'extérieur.

La répartition sectorielle du financement global nécessaire est la suivante :

secteur agricole	: 57,4 milliards \$ soit 44,8 %
secteurs d'appui à l'agriculture	: 60,1 milliards \$ soit
secheresse et désertification	: 3,41 milliards \$
ressources humaines	: 7 milliards \$

E - Les mécanismes de suivi

Afin de pouvoir procéder à une évaluation périodique de l'exécution du programme, il est apparu nécessaire de mettre en place des mécanismes de suivi aux niveaux national, sous-régional, continental et international.

Il s'agissait, comme l'avait recommandé, le Conseil des Ministres de l'OUA de mettre en place des mécanismes simples pratiques qui n'entraîneront pas de dépenses supplémentaires importantes.

Les programmes Sénégalais en vigueur tiennent compte dans une large mesure des orientations et objectifs décrits ci-dessus.

II - Conformité entre les orientations et objectifs du PANUREDA et ceux du Plan de Développement et du

Programme d'Ajustment du Sénégal.

Durant la période couverte par le PANUREDA, (1986-1989) le Sénégal mettra en oeuvre des actions de Développement économique et social et procèdera aussi aux ajustements nécessaires de son économie conformément aux recommandations du PANUREDA, dont les objectifs globaux se retrouvent parfaitement dans le VIIe Plan de Développement économique et social du Sénégal.

A - Le secteur de l'agriculture

En effet pour illustrer ces propos signalons que parmi les vingt et programmes d'Actions prioritaires (P.A.P) qui constituent le noyau de base de ce VIIe Plan au moins le tiers concerne l'alimentation et l'Agriculture. Il s'agit des P.A.P. suivants :

- P.A.P. n° 1 : Responsabiliser les producteurs ruraux
- P.A.P. n° 2 : Améliorer l'environnement de la production agricole
- P.A.P. n° 3 : Etablir la sécurité alimentaire sur tout le territoire
- P.A.P. n° 4 : Lutter contre la désertification
- P.A.P. n° 5 : Assurer la maîtrise de l'eau
- P.A.P. n° 6 : Dynamiser le secteur de la pêche

- P.A.P. n° 7 : Couvrir les besoins nationaux en animaux.
(voir en annexe le détail de ces P.A.P.).

De même, les investissements prévus dans le secteur primaire (agriculture, Pêche, Eaux et Forêts, hydraulique rurale et agricole) représentent environ 32 % des investissements totaux du Plan ; les investissements dans l'agriculture au sens strict représentant quelques 14,7 % de l'enveloppe globale du Plan.

A côté des mesures financières prises par le Sénégal, on trouve une série de réformes concernant l'alimentation et l'agriculture d'une part, les secteurs d'appui à l'agriculture, la lutte contre la sécheresse et la désertification et la mise en valeur des Ressources Humaines d'autre part.

Ces réformes se traduisent par la mise en oeuvre de nouvelles politiques sectorielles. Il en est ainsi de la nouvelle politique agricole adoptée en 1985 et de la nouvelle politique industrielle qui est actuellement aux premières phases de son application.

L'objectif fondamental de la nouvelle politique agricole est de promouvoir l'autosuffisance alimentaire parallèlement à la consolidation des cultures industrielles grâce à la mise en oeuvre des mesures suivantes :

- une réadaptation du mode d'encadrement rural liée à l'application d'une politique contractuelle entre l'Etat et les sociétés de développement rural.

- une amélioration de l'approvisionnement en intrants et l'assainissement des circuits commerciaux par la libéralisation de la Commercialisation des intrants et des produits

- (a) l'établissement et le soutien de

- une politique de transformation et d'encouragement de la consommation des céréales locales par l'institution d'un système de prix appropriés.

B - Secteur d'Appui à l'Agriculture

Les projets de soutien à l'agriculture, comprenant notamment des projets du secteur secondaire sont regroupés dans le VII^e Plan dans une rubrique intitulée "autres mesures de soutien à l'agriculture".

Le montant global des investissements prévus dans cette rubrique s'élève à quelques 69,42 milliards de F CFA soit 19 % de l'investissement global du VIIe Plan.

Par ailleurs dans le domaine des transports et communications le VIIe Plan contient des projets dont les objectifs sont conformes aux recommandations du PANUREDA.

C - Lutte contre la sécheresse et la Désertification

Le P.A.P. n° 4 du VIIe Plan recense l'ensemble des actions prévues dans ce domaine. Les objectifs principaux dans ce secteur concernent :

- 1°) La conservation et la gestion des communautés et la protection contre les feux de brousse.
- 2°) La réstructuration et l'aménagement du domaine forestier
- 3°) L'accroissement des fôles verts et de la forestierie des collectivités rurales ainsi que le soutien des actions populaires de reboisement.

Le programme d'action pour la période 1985-1989 d'un montant de 20 milliards de F CFA est prévu dans le VIIe Plan.

D - Planification et Développement des Ressources Humaines

Dans ce domaine le VIIe Plan prévoit des actions importantes dans, principalement, les secteurs de l'Education de la Santé et du Développement sociale compte non tenu des actions de formation spécifique, prévue dans d'autres secteurs tel que celui de l'agriculture.

Les réformes en matière de politique démographique de participation de la population au développement et du rôle de la femme dans le développement prévus dans le VIIe Plan connaissent déjà des débuts de réalisation.

Concernant la politique démographique et de population des actions appréciables ont déjà été entreprises par la Commission nationale de la population qui s'attaque actuellement à l'élaboration d'un modèle d'intégration de la variable démographique dans la Planification.

Dans le domaine de la participation de la population au développement, au delà réformes administratives déjà le Sénégal s'attache à redéfinir sa planification en tentant l'ingrater de sa planification économique régionale et sa appelé Planification régionale de Développement intégré (PRDI). Ainsi chaque région devra avoir son PRDI d'ici juillet 1987.

Concernant le rôle de la femme dans le Développement des actions une ont déjà été entreprises pour promouvoir la femme dans l'Economie. Ainsi par exemple un plan d'Action de la femme a été élaboré et une quinzaine de la femme est organisée chaque année au Sénégal.

E - Une autre point important concerne l'Amélioration de la Gestion de l'Economie Sénégalaise :

Dans ce domaine les recommandations du PANUREDA coïncide entièrement avec les mesures entreprises actuellement dans le cadre de l'exécution de notre Programme d'Ajustement à moyen et long terme. Ces mesures ont trait notamment à :

- la rationalisation de la politique d'investissement public
- l'amélioration des résultats de nos entreprises publiques
- l'amélioration de la gestion financière.

Pour terminer on peut souligner que le Sénégal a essayé dans ses programmes d'investissement notamment, de respecter les grandes objectifs fixés dans ce domaine par le PANUREDA.

C'est ainsi qu'entre le VIe Plan 1981-1985 et le VIIe Plan 1985-1989) les investissements consacrés au secteur primaire dans son ensemble sont passés de 22,6 % à 32 % des investissements.

De plus l'accent a été davantage mis sur la recherche d'une plus grande productivité ainsi que sur l'assainissement de l'environnement de la production de ce secteur.

Mais l'application de l'ensemble de ces mesures n'aurait pas pu être possible s'il n'avait été procédé à des réformes institutionnelles.

III. - Réformes Institutionnelles

L'élaboration d'un programme doit être complétée par le suivi de sa mise en œuvre suivi par les recommandations du

PANUREDA, le Sénégal a pris dans ce cadre un certain nombre de dispositions institutionnelles destinées à faciliter l'exécution de son programme national et de pouvoir permettre de faire l'évaluation des résultats obtenus.

Les réformes entreprises au niveau des structures gouvernementales ainsi que les nouvelles politiques adoptées dans les secteurs primaire et secondaire constitueront le deux point de cette partie.

A - Mécanisme National de Suivi Etabli au Sénégal

Un mécanisme chargé de suivre l'exécution du Programme d'Ajustement à moyen et long terme (P.A.M.L.) a été établi au Sénégal depuis 1985.

Mais ses structures ont été complétées pour tenir compte de l'exécution du Plan d'Action des Nations pour le Redressement Economique et le Développement de l'Afrique (PANUREDA).

Ainsi, le Conseil Interministériel de Supervision du Programme d'Ajustement à Moyen et Long Terme et le Comité technique de suivi du même programme créés par décret n° 85-057 du 15 janvier 1985 viennent d'être complétés par la mise sur pied d'un Comité interministériel de mise en oeuvre du P.A.M.L. et du PANUREDA du 30 décembre 1986.

Les attributions et modalités de fonctionnement de ces différentes instances sont ainsi qu'il suit :

1. Conseil Interministériel de Supervision

a) Attributions : Le Conseil Interministériel de Supervision est chargé d'aider le Gouvernement à mettre en oeuvre et contrôler l'exécution du Programme d'Ajustement à moyen et Long Terme qui couvre la période 1984-85 à 1992-93.

Dans ce cadre il se saisit de toute question touchant directement ou indirectement au programme tel qu'il est contenu dans la déclaration de politique générale du Gouvernement du Sénégal présentée à la première réunion du groupe consultatif sur le Sénégal qui s'est tenue à Paris les 13 et 14 décembre 1984;

Le Conseil Interministériel est notamment chargé :

- de suivre la mise en oeuvre des objectifs de politique générale du Gouvernement ainsi que des stratégies sectorielles.
- de susciter les études et les programmes d'action nécessaires à cet effet,
- de coordonner à cette fin les actions des différents départements ministériels,

- de suivre l'application du plan d'actions mis en oeuvre par le Gouvernement.
- b) Composition et périodicité du plan d'actions mis en oeuvre Interministeriel

Les membres du Conseil Interministériel de Supervision sont :

- le Ministre d'Etat, Secrétaire Général de la Présidence de la République,
- le Ministre de l'Economie et des Finances,
- le Ministre du Plan et de la Coopération,
- le Ministre du Développement Rural,
- le Ministre du Développement Industriel et de l'Artisanat,
- le Ministre du Commerce,
- tout membre du Gouvernement concerné par les questions inscrites à l'ordre du jour,
- le Directeur National de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (B.C.E.A.O.),
- le Coordonnateur du Comité Technique de suivi,
- toute personne concernée par les travaux du Conseil.

Le Conseil Interministériel se réunit une fois tous les trois mois sous la présidence du Chef de l'Etat.

En l'absence du Chef de l'Etat, le Conseil est présidé par le Ministre du Plan.

2 - Le Comité de Suivi

Attributions : le Comité de suivi du Programme d'Ajustement à moyen et Long Terme est chargé d'aider à assurer le suivi du programme.

Il est dirigé par un coordonnateur assisté d'une équipe d'experts sénégalais et étrangers.

Plus spécifiquement le Comité est chargé :

- a) - au titre de la mise en oeuvre du programme
- d'assurer le secrétariat du groupe consultatif,
- d'assurer la liaison avec les instances de coordination des bailleurs de fonds mises en place par ces derniers à la suite du groupe consultatif

- d'assurer au contrôle de l'application effective du plan d'actions et des orientations arrêtées par le Gouvernement dans la déclaration de politique générale.
- de collaborer avec les services administratifs compétents à la préparation des réunions sectorielles, des programmes d'aide ou des négociations économiques et financières avec les bailleurs de fonds.

b) au titre du suivi :

- de mettre en place en tableau de bord et des indicateurs de suivi,
- d'aider à la diffusion des programmes économiques du Gouvernement.

Ce Comité technique pourra s'assurer la collaboration de différents département ministériels.

c) Le groupe des correspondants

Chaque département ministériel impliqué dans la réalisation du Programme d'Ajustement a désigné un correspondant qui est l'interlocuteur du Comité de suivi.

Celui-ci s'appuie sur ce groupe de correspondants que se réunit assez régulièrement, pour mener à bien les tâches qui lui incombent.

Ces correspondants sont de hauts fonctionnaires ayant suivi depuis assez longtemps les questions retenus dans le plan d'actions au titre de leur ministère.

3 - Le Comité Interministériel de mise en oeuvre du P.A.M.L. ET DU PANUREDA

A la réunion du 16/10/86, le Comité de Supervision avait pris la décision de suivre désormais l'exécution du PANUREDA. C'est en application de cette décision qui a été pris l'arrêté interministériel n° 16 682 du 30 décembre 1986.

a) Attributions : Ce Comité assure la liaison entre le Conseil Interministériel de Supervision et la comité technique du Suivi du P.A.M.).

Entre ses tâches d'organs de liaison, le Comité est chargé en relation avec le comité de Suivi du PAML, de la mise en oeuvre du PANUREDA.

b) Composition et périodicité des réunions

Le Comité est composé de représentants :

- du Secrétariat Général de la Présidence de la République
- du Ministère des Affaires Etrangères
- du Ministère de l'Economie et des Finances
- du Ministère du Plan et de la Coopération
- du Ministère du Développement Rural
- du Ministère du Développement Industriel et de l'Artisanat
- du Ministère du Commerce
- du Ministère de la Fonction Publique de l'Emploi et du Travail.

Le Comité se réunit au moins une fois par mois et autant que nécessaire, sous la présidence du Ministère du Plan et de la Coopération.

4 - Mécanisme de Concertation avec nos partenaires

Le Ministre du Plan et de la Coopération tient des réunions de concertation avec l'ensemble des bailleurs de fonds du Sénégal représentés à Dakar.

Ces réunions ont lieu, chaque fois, après le Conseil Interministériel de supervision présidé par le Chef de l'Etat . Elles sont l'occasion, entre autre points, de faire part à nos partenaires des décisions prises lors du Conseil Interministériel et de leur

B - Les Réformes Institutionnelles et la détermination de NOUVELLES STRATÉGIES DANS LES SECTEURS PRIMAIRE ET SECONDAIRE

Afin de mener efficacement nos programmes de Redressement économique des réformes de structures ont été faites au niveau de certains départements ministériels et principalement au niveau du ministère du Plan et de la Coopération et du ministère de l'Economie et des Finances.

Ces réformes ont pour but d'harmoniser les procédures de traitements de certains dossiers notamment ceux relatifs aux projets de développement.

Elles ont aussi comme objectif de renforcer la capacité technique de ces deux départements ministériels pour leur permettre de mieux jouer leur rôle de coordination des actions

économiques et financières dans le cadre des nouvelles stratégies mises en place.

Ainsi depuis un peu plus d'un an le Sénégal s'applique à exécuter les recommandations du PANUREDA que, il semble utile d'évaluer les premiers résultats afin d'en tirer des leçons pour l'avenir.

En effet les premiers résultats de la mise en oeuvre de ces mesures permettront de se faire une idée du chemin parcouru ainsi que des obstacles rencontrés au cours de leur exécution.

Notons que ces résultats ne sont que provisoires même s'ils permettent de faire quelques réflexions sur certaines dispositions à prendre rapidement pour éviter une dégradation de la situation, notamment en matière de coordination de l'aide sur laquelle, nous allons conclure notre exposé.

- Les premiers résultats obtenus :

Les informations données dans ce paragraphe devront être utilisées avec précaution.

En effet, il est évident que l'impact de mesures de Redressement et de Développement sur l'économie d'un pays ne peut être perçu qu'à moyen et long termes.

Ainsi, les résultats que nous vous livrons, même s'ils indiquent un certain redressement de l'économie, ne peuvent être entièrement attribués aux seules mesures prises récemment.

Ces résultats concernent principalement les années 85 et 86 avec quelquefois une rétrospective rapide sur les années antérieures pour permettre de faire des comparaisons.

Durant les deux premières décennies de développement du Sénégal, le taux annuel de croissance de la production intérieure brute a été en moyenne de 2, 3 %. L'évolution de l'économie nationale durant cette période a été marquée par des fluctuations importantes de la production du secteur agricole, qui est le secteur moteur de l'économie sénégalaise.

Ces fluctuations n'ont pas pour autant cessé au début des années 80 puisque le taux de croissance du Produit Intérieur Brut enregistre une année sur l'autre des écarts importante allant de - 3,3 % en 1980 à 4,6 %, selon les estimations, en 1986 après avoir atteint un taux record en 1982, estimé à + 15,4 %.

Mais le taux moyen de croissance du PIB durant la période 85/86 de 4,2 % semble constituer une amorce de la croissance de l'économie.

Concernant les Finances publiques, on note une baisse sensible de la part des dépenses publiques dans le PIB. Elles sont passées de 32 % du PIB en 1980/81 à 21 % en 1985/86.

Cependant, la masse salariale, en francs courants, a connu une légère progression durant la même période. Mais le taux de cette progression a toujours été inférieur à celui de l'inflation.

Par contre, les intérêts sur la dette extérieure ont enregistré une progression rapide entre 1981 - 1984/85 passant de 11 milliards à 43,8 milliards de F CFA.

En 1985/86, ils ont un peu fléchi pour se situer à 40 milliards de F CFA.

Malgré les difficultés de Trésorerie, l'Etat a pu réduire sensiblement son endettement de quelques 72 milliards de F CFA entre 1983 et 1986.

Mais les recettes de l'Etat n'ont pas augmenté au rythme prévu. Leur évolution a été même en dessous de celle de PIB.

Au niveau de la Balance des Paiements, on note un rétablissement alors que la balance courante continue de connaître un déficit important même s'il diminue.

En effet, ce déficit est passé d'environ 26 % du PIB en 1981 à 11,6 en 1986.

Sur le Plan Sectoriel, nous ferons le bilan du secteur agricole qui constitue le secteur moteur de l'économie sénégalaise.

Dans ce secteur, l'agriculture a connue des situations contrastées depuis trois ans. En effet, après les récoltes catastrophiques de l'hivernage 83/84, conséquences d'une grande sécheresse, les conditions climatiques se sont légèrement améliorées l'année suivante avant la bonne année 85/86 qui a vu une augmentation appréciable de la production (+ 64,9 %).

Mais, nous allons examiner plus en détail les résultats auxquels est parvenu le secteur agricole sénégalais plus particulièrement dans le domaine de l'exécution des projets destinés à consolider le secteur.

- Les Réalisations et le bilan provisoire du Secteur Agricole

Le VIIe Plan de développement économique et social 1985-1990 reprend pour la période quadriennale, les objectifs du Programme d'Ajustement à Moyen et Long Termes en terme de programmes, chiffres

des investissements. L'instrument d'exécution du Plan de développement est constitué par le programme triennal d'investissements publics. L'articulation Plan-Budget est ainsi assurée par cet instrument.

Comme il est dit dans la deuxième partie de cet exposé, le développement agricole est concerné par sept P.A.P.

Sur une enveloppe financière réajustée à 542 milliards (Mds), 28 % reviennent au Secteur primaire soit 152 milliards. Le taux d'obtention des ressources pour le secteur primaire est de 100 %.

Pour un an d'exécution 85-86, les investissements réalisés pour le Secteur primaire s'élèvent à 12,4 milliards soit 20 % du taux d'exécution. Le taux d'exécution à l'intérieur du secteur se répartit de la façon suivante : Agriculture (6,9 Mds) 22 %, Elevage (0,3 Mds) 11 %, Eaux et Forêts 63 % (2,9 Mds), Pêche (1 Md) 11 %, Hydraulique rurale et pastorale 14 % (2,1 Mds).

L'on peut noter que le début du désengagement de l'Etat et par delà la responsabilisation des producteurs ruraux a été rendu effectif par le transfert de la reconstitution et de la gestion du capital semencier aux paysans.

Il en est résulté, dès la campagne agricole 1985/1986 que les producteurs ont conservé par devers-eux, près de 42 000 Tonnes de semences soit 45 % à 50 % du capital semencier arachidier. Cette conservation est à considérer comme l'une des meilleures de la décennie 1976/86. Il s'agit de l'un des exemples les plus significatifs des modifications sectorielles en cours au Sénégal.

Par ailleurs, la commercialisation de la production céréalière a été rendue libre sur l'ensemble du territoire national. L'objectif de régulation a été fixé à 25 000 Tonnes pour une prévision financière de 2,250 Mds de F CFA. Une quantité de 23 000 Tonnes a été achetée par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire soit 92 % de réalisation correspondant à 1,856 Mds de CFA, soit 85 % des fonds mobilisés.

Pour les produits phytosanitaires, la campagne 1986/87 a été caractérisée par un important ajustement du programme de lutte. Ainsi, pour faire face à une situation phytosanitaire exceptionnelle, 6,944 Mds ont été déboursés.

En outre, la période 1985/1987 a connu une hausse significative des prix aux producteurs : de 60 F à 110 F le kilogramme pour le NIEBE ; 60 à 70 F le kg pour le MAIS ; 60 à 70 F le kg pour le MIL/SORGHO ; 66 à 85 F le kg pour le RIZ PADDY ; 80 à 90 F pour l'ARACHIDE et 70 à 100 pour le COTON. Ces augmentations ont eu des effets sur la relance économique.

La production céréalière est passée de 705 800 Tonnes en 1985 à 1.244.000 Tonnes en 1986, permettant de dégager ainsi un surplus céréaliier de près de 100.000 Tonnes si l'on y ajoute les importations.

Cependant, une légère chute a été constatée, mais qui n'a pas occasionné un déficit vivrier pour l'année 1986/87.

Par ailleurs, l'agriculture demeure encore importante dans notre économie. Avec près de 34 % d'augmentation de 1985 à 1986, la contribution de sa valeur ajoutée à la formation de la production intérieur brute (PIBE) est passée de 15 % à 22 % entre 1985 et 1986.

La PIBE a enregistré au cours de cette période (985,1 Mds et 1128,7 Mds respectivement) une augmentation de 145,6 Mds dont plus de la moitié provient du secteur primaire (51 %).

Cependant, les estimations de 1987 prévoient une légère chute de la Valeur Ajoutée de secteur par rapport à 1986, toutefois elle reste largement supérieure à celle de 1985.

Les résultats de l'agriculture auraient pu être plus nets, notamment pour la balance des paiement et les finances publiques, si l'augmentation de la production arachidière ne s'était pas accompagnée d'une baisse vertigineuse des cours mondiaux de l'huile brute.

Toutefois, l'on ne peut pas prétendre que les réalisations de certaines réformes ont conduit à des résultats on ne plus satisfaisants, ce serait ignorer la complexité de l'économie sénégalaise et tourner le dos à la réalité.

C'est avec prudence que nous continuons et nous continuerons de mettre en oeuvre la suite des réformes par le biais d'un programme réaliste, tout en souhaitant que l'appui de la Communauté internationale ne nous fasse défaut pour la réalisation de nos objectifs de redressement et de développement.

Nous constatons ainsi que des efforts appréciables sont entrepris par le Sénégal pour redresser son économie. Mais ces efforts restent fortement liés à la concrétisation de l'engagement de ses partenaires extérieurs, conformément aux dispositions contenues dans le PANUREDA.

D'où l'importance attachée à la coordination de l'aide qui constituera la conclusion de cet exposé.

C O N C L U S I O N

Les différents mécanismes de suivi mis en place au Sénégal ont ainsi permis d'établir un système de coordination au niveau interne et externe de l'aide financière octroyée au pays.

Ainsi, plusieurs structures de concertation et de coordination à travers échelons ont vu le jour.

Au niveau interne, la structure de coordination des programmes de développement et d'ajustement structurel est le ministère du Plan et de la Coopération.

Au niveau de la concertation avec nos partenaires du développement différentes instances ont été créées dont nous citerons deux principales :

1°) Le Groupe Consultatif sur le Sénégal présidé par la Banque Mondiale. Ce Groupe s'est déjà réuni deux fois (décembre 84 et mars-avril 1987) pour examiner le Programme d'ajustement structurel de ce pays (1985-1992).

2°) La réunion du Groupe Consultatif est précédée ou suivie par des réunions sectorielles dont le but est d'examiner plus en détail les stratégies et les objectifs sectoriels élaborés en appui à la réalisation des objectifs globaux retenus pour l'économie.

Dans ce domaine, le Sénégal a tenu avant et après les deux groupes consultatifs évoqués ci-dessus, plusieurs réunions dans les secteurs prioritaires tels que les Télécommunications (décembre 1984), l'Énergie (juillet 1985) l'Agriculture (juin 1986), la Pêche (septembre 1986).

Des réunions sont prévues en 1987 pour les secteurs de la Santé, de l'Éducation, de l'Industrie et du Tourisme, de l'urbanisme, et de l'Hydraulique.

Il faut signaler que le Sénégal possède une expérience appréciable dans l'organisation de telles réunions.

En effet, il a tenu sa première réunion des bailleurs de fonds en 1980, à l'occasion du démarrage de son Sixième Plan de Développement.

Celle-ci a été suivie en 1981/1982 de réunions sectorielles dans les domaines de l'agriculture irriguée, des transports et des petits projets ruraux.

Les réunions sectorielles ultérieures ont consolidé tout en la réactualisant, cette stratégie mise en place depuis octobre 1980.

Cependant, le séminaire conjoint du C.A.D. des organismes d'aide des pays arabes et de l'OPEP sur la coordination de l'Aide tenu à Dakar du 9 au 10 février 1987, a permis au Gouvernement du Sénégal de montrer les points faibles de cette coordination et de préconiser des solutions

pour y remédier.

Les faiblesses constatées proviennent de :

- des politiques et stratégies sectorielles mal définies,
- de l'incapacité des structures administratives internes existantes à mener une planification, une administration et une gestion efficaces de l'aide,
- des conditionnalités parfois opposées ou même contradictoires imposées par les bailleurs de fonds à partir d'une connaissance partielle des diverses contraintes économiques et financières du pays.

Ainsi, une meilleure coordination de l'aide implique la prise en compte des conditions suivantes :

- Un niveau d'aide satisfaisant tenant compte à la fois des besoins en ressources financières nécessaires à la réalisation des projets de développement prioritaires du pays et des besoins nouveaux de financement créés par l'ajustement structurel et relatifs à la résorption du déficit des finances publiques, au paiement du service de la dette, à l'importation de certains biens (énergétiques et alimentaires), à la restructuration et à l'adaptation de l'outil industriel, à la mise en œuvre de nouvelles politiques sectorielles, à l'amortissement des effets sociaux, générés par l'ajustement.
- Ces financements devront être octroyés à des conditions concessionnelles et tenir compte de l'objectif fixé.

Dans cet ordre d'idée, l'allègement de la dette constitue une forme d'aide susceptible d'assurer l'assainissement des finances publiques et de contribuer au redressement économique.

- Les résultats de l'ajustement structurel ne seront réellement perçus que dans le long terme. Dans ces conditions, il semble plus logique d'élaborer des programmes d'aide pluriannuels en conformité avec les objectifs à moyen terme de redressement. Les bailleurs de fonds devraient accepter de s'engager sur cette voie pour espérer atteindre les objectifs visés. Pour être efficace, l'aide devrait croître, en terme réel, à un taux voisin de celui de la croissance économique projetée tout en étant compatible avec le taux d'augmentation de la population.

La formation et la définition des objectifs des programmes nationaux devraient être du ressort exclusif de l'Etat bénéficiaire ; les donateurs devant accepter d'adapter leurs programmes d'aide aux priorités ainsi définies sans chercher à imposer leurs préférences.

- De l'autre côté, un effort sérieux d'adaptation de l'appareil administratif et de renforcement des capacités internes de gestion de l'économie nationale est nécessaire.

Cet effort demande aussi la définition d'une politique appropriée de Ressources humaines ne se réduisant pas seulement à une diminution des effectifs de la fonction publique.

Comme indiqué plus haut, ces constatations ne sont que les impressions préliminaires tirées de l'exécution de la première année du PANUREDA.

Mais, leurs prise en compte permettra certainement de procéder aux corrections nécessaires pour rendre plus efficaces les actions qui seront entreprises ultérieurement aussi bien dans le domaine de la réalisation physique des objectifs que dans celui de la coordination de l'aide. /-

 NNEXE

PAF N° 1 - RESPONSABILISER LES PRODUCTEURS RURAUX
(mise en oeuvre de la nouvelle politique agricole)

I. - OBJECTIFS

1. Favoriser les regroupements de producteurs dans le cadre de sections villageoises et les regroupements d'intérêt économique.
2. Intensifier l'accès au crédit bancaire par l'extension des interventions prévues par la C.N.C.A.S.
3. Désengager l'Etat et réduire le rôle des SDR (contrats-plans) et des organisations paysannes.
4. Faire participer les utilisateurs (éleveurs, agriculteurs) à la gestion des ouvrages hydrauliques à vocation agro-pastorale.

II. - LIGNES D'ACTION

relative à l'objectif 1

- Regroupement des producteurs au sein de coopératives et des sections spécialisées selon les branches de production.

relatives à l'objectif 2

- mise en place des antennes régionales de crédit agricole.
- Transfert des fonctions crédits détenues par les SDR à la C.N.C.A.S.

relatives à l'objectif 3

- Transfert aux organisations de producteurs les activités décentralisables qui n'ont pas de caractère de service public.
- Faire tendre vers un rôle de contrôle, de planification et de suivi, les structures de développement des projets sous tutelle de l'Etat.
- Prise en charge progressive, à travers les sections villageoises et les coopératives de l'approvisionnement en facteurs de production, des coûts d'irrigation, d'entretien et de maintenance des ouvrages, des façon intégrales et de la collecte primaire des produits agricoles.

P.A.P. N° 2 : AMELIORER L'ENVIRONNEMENT DE LA
PRODUCTION AGRICOLE

I' OBJECTIFS

1. Mettre en oeuvre une politique de prix aux producteurs incitative ;
2. Rationaliser la gestion et la distribution des facteurs de production (semences, engrais, produits phytosanitaires, matériel agricole)
3. Améliorer et appliquer les thèmes de recherches sur la régénération des sols et l'amélioration du matériel végétal (semences....)
4. Protéger les cultures, semences et récoltes ;
5. Améliorer le matériel agricole.

II. LIGNES D' ACTIONS

relatives à l'objectif 1

- Fixation d'un prix plancher au début de chaque campagne

relatives à l'objectif 2

- Etablissement d'un stock de sécurité au niveau des huileries ;
- mise en oeuvre du programme "magasins villageois" ;
- Etablissement du programme "engrais" .

relatives à l'objectif 3

- Semences de paddy et maïs : mise en place d'une infrastructure spécifique de production semencière afin de mettre à disposition des producteurs un matériel végétal performant et compatible avec les besoins des producteurs, pour répondre à la priorité accordée au développement des cultures céréalières sous irrigation.

- Semences légumières : développement des semences de pomme de terre et d'oignon dans le cadre de la relance du programme de production maraîchère.

- Semences arachides : gestion par les paysans et les huiliers du capital semencier. Constitution d'un stock de sécurité par les huiliers.

- Projet pilote de régénération des sols (agroforesterie).

P.A.P. N° 3 : ETABLIR LA SECURITE ALIMENTAIRE SUR
TOUT LE TERRITOIRE

I. OBJECTIFS

1. Accroître les capacités de stockage
2. Intensifier la production commercialisable de produits vivriers
3. Relancer la production par des programmes diversifiés
4. Entendre les superficies en maraîchage

II. LIGNES D'ACTIONS

Relatives à l'objectif 1

- Construction de magasins de stockage villageois

Relatives à l'objectif 2

- Assurer aux paysans un prix plancher pour leurs productions
- Promouvoir la transformation artisanale

Relatives à l'objectif 3

- Zone Nord : accroissement du rythme des aménagement destinés à la culture irriguée.
- Zone Sud : intensification de la production pluviale - augmenter la production de mil, sorgho et maïs.

Relatives à l'objectif 4

- Spécialisation des zones de culture.
- pour l'exportation dans la région de Dakar
- pour la consommation locale des zones éloignées, autour des fermes,
- et près des centres touristiques.
- Création d'un marché de gros.
- Diversification de produits.

PAP N° 4 LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION

1. - OBJECTIFS

1. Conservation et gestion des communautés biologiques et protection contre les feux de brousse.
2. Restructuration et aménagement du domaine forestier.
3. Accroissement des pôles verts et de la foresterie des collectivités rurales et soutien des actions populaires de reboisement.

II. LIGNES D'ACTION

relative à l'objectif 1

- Protection du potentiel végétal contre les facteurs négatifs, naturel ou humains, et surtout contre les feux de brousse.

relatives à l'objectif 2

- Réviser et redéfinir le domaine forestier de l'état.
- Création de domaine forestier des collectivités rurales.
- réaliser, pour chaque forêt ainsi délimitée, l'inventaire des potentialités (végétation, sol, climat) et en déduire une programmation d'actions comportant :
 - des actions de régénération artificielle et naturelle
 - des actions d'exploitation planifiée et de conservation.

relatives à l'objectif 3

- intégration des reboisements villageois dans la politique de développement rural.
- assistance des communautés villageoises dans la gestion et l'exploitation des bois villageois

PAP N° 5 : ASSURER LA MAITRISE DE L'EAU

I. OBJECTIVES

1. Privilégier les opérations de maintenance et d'entretien dans les zones dotées d'ouvrages hydrauliques et hydroagricoles.
2. Poursuivre le programme d'équipement dans les zones nécessiteuses.
3. Réaliser le programme des aménagements après barrage en Casamance.

II. LIGNES D'ACTION

relatives à l'objectif 1

- renforcement des structures chargées de la maintenance et de l'entretien des ouvrages ;
- réhabilitation des stations de pompage et des forages existantes ;
- maintenance des aménagements et du matériel de pompes et élaboration de programmes de maintenance par la SAED; création d'entreprises spécialisées dans la maintenance, mise en place d'un fonds spécial de la maintenance.
- maintenance du matériel agricole : transfert progressif au secteur privé des régions et de centres d'entretien du matériel agricole.

relatives à l'objectif 2

- mise en oeuvre du programme spécial d'hydraulique, des programmes "japon", "Britannique", "Soviétique", "Chino" et création de nombreux points d'eau.

relatives à l'objectif 3

- Programme SONIVAC
- Programme ANAMBE
- Programme PISC

NAP N° 5 DYNAMISER LE SECTEUR DE LA PECHE

I. OBJECTIFS

1. Créer des mécanismes incitateurs à l'exportation.
2. Encourager la modernisation de l'armement national de la pêche industrielle.
3. Créer un environnement technique, financier et organisationnel pour la promotion de la pêche artisanale.
4. Redynamiser la pêche continentale.
5. Rentabiliser la chaîne de froid.
6. Appliquer la réglementation en matière de pêche et de protection des zones de pêche.

II. LIGNES D'ACTION

relatives à l'objectif 1

- Faire intervenir le crédit maritime pour améliorer la situation de la trésorerie des industries locales et permettre la réalisation des programmes de rénovation et de modernisation.
- maintenir des subventions à l'exportation.
- Favoriser le regroupement des professionnels.
- Prévoir des infrastructures à terre dans le cadre du Country Program, en particulier la congélation et la conserverie de pilchards.

relatives à l'objectif 2

- Développement du Crédit maritime.

relatives à l'objectif 3

- Restructuration du centre d'assistance pour la motorisation des pirogues.
- (limiter son rôle aux fournitures de moteurs, équipements et pièces détachées).
- Gestion des crédits par la caisse nationale du Crédit Agricole du Sénégal.
- diésélisation des pirogues diésélisables (entre 700 et 1300 pirogues).
- Amélioration des techniques de la pêche artisanale.

relatives à L'objectif 4

- Organisation de l'exploitation rationnelle de ressources halieutiques dans les eaux continentales.
- Application des mesure législatives et réglementaires en vue de protéger les ressources et le milieu aquatique.
- Développement de la pisciculture et de la crevetticulture.

relatives à l'objectif 5

- Elaboration d'un plan directeur du froid qui permettra de mettre en oeuvre des solutions pour la rentabilisation des frigorifiques existants et l'identification de besoins éventuels de nouveaux frigorifiques.

relatives à l'objectif 6

- Règlement des conflits des artisans avec les industriels.
- Verbalisation des incursions dans les pêcheries réservées.
- Surveillance des pêcheries et arraisonnements.

P.A.P. N° 7 : COUVRIR LES BESOINS NATIONAUX EN
PROTEINES ANIMALES

I. OBJECTIFS

1. Favoriser le naissage, le réélevage, et l'embouche industrielle et paysanne dans le bassin arachidier et la vallée du fleuve Sénégal.
2. Consolider les interventions de la SODESP, du PDESO, du Projet BAKEL et du volet santé animale du projet SODEFITEX.

II LIGNES D' ACTIONS

Relatives à L'objectif 1

- Pour la production bovine; le naissage se développe dans la zone sylvo-pastorale, pour le réélevage, dans le bassin arachidier, et l'embouche industrielle, dans les régions de Dakar et de Saint-Louis. Dans le Sud du pays l'accent sera mis sur le développement des traces trypanotolérantes avec pratique simultanée du naissage, du réélevage et de l'embouche.
- Pour la productivité ovine : intensification de la production dans le bassin arachidier et de l'embouche paysanne dans les Niayes.
- Pour la production laitière : intensification dans la région de Dakar et la zone des Niayes.

Relatives à l'objectif 2

- Mesures de consolidation d'ordre structurel et financier à mettre en œuvre.
- SODESP (Société de développement de l'Elevage de la zone sylvo-pastorale)
- Création de deux zones supplémentaires et fusion de deux zones existantes.

- PDES0 (projet de développement de l'élevage au Sénégal Oriental)
- Concentration des actions dans la zone nord du projet. Actions d'intensification de l'élevage, de gestion des parcours et de promotion des éleveurs.
- BAKEL : consolidation des actions de la phase 1
- Volet santé animale SODEFITEX : reprise par la SODEFITEX des actions de santé animale dans la zone sud du projet PDES0.